

AVANT-PROPOS

En Côte d'Ivoire, une « ivoirisation » est en cours: c'est l'augmentation des personnalités politiques qui avaient suivis leurs études supérieures aux établissements ivoiriens, c'est-à-dire, les universités nationales et les grandes écoles publiques. Depuis longtemps, les élites politiques ivoiriens étaient formées dans les établissements français, tel que la célèbre École normale William Ponty à Dakar ou les universités, les grandes écoles et les écoles militaires dans la métropole. L'étude en France était le seul choix possible pour les jeunes ivoiriens et ivoiriennes qui avaient finis leurs études secondaires avant 1963, l'année de l'inauguration de l'Université d'Abidjan, première université dans ce pays.

Mais, dans la scène politique plus de quarante ans après depuis l'indépendance, on peut trouver un bon nombre des personnalités qui ont suivi ses cursus en Côte d'Ivoire. Laurent Gbagbo est le premier Chef de l'État qui est sorti de l'Université d'Abidjan tandis que tous ses prédécesseurs ont suivi leurs études hors du territoire (Houphouët-Boigny à William Ponty, Bédié à l'Université de Poitiers, Guéi à Saint-Cyr). Les sortant de l'Université d'Abidjan consistent une bonne partie de son gouvernement du 27 janvier 2001, à noter que Boga Doudou Émile (Ministre de l'Intérieur), Lida Kouassi Moïse (Ministre de la Défense), Oulaye Hubert (Ministre du Travail), Séry Bailly (Ministre de l'Enseignement supérieur), Amani N'Gguessan Michel (Ministre de l'Éducation nationale), Achi Patrich Jérôme (Ministre des Infrastructures économiques), Appiah Kablan Aimé (Ministre des Transports). Même hors du gouvernement, par exemple, Couassi-Blé Amédée (Secrétaire général de la Présidence), Guéi Honoré (1956; ex-Président de la Commission nationale électorale) se présentent comme sortant de l'Université d'Abidjan. Bien que plusieurs entre eux aient continué leurs études en pays étrangers, ils ont commencé la première

étape de ses études supérieures dans le territoire du pays natal. Des élites politiques ivoiriens se forment de plus en plus dans son territoire.

Cette observation nous a inspirés du projet de l'atelier « l'Enseignement supérieur et la formation des élites politiques en Côte d'Ivoire ». Nous avons souhaité à dresser un ouvrage de référence qui permettrait les lecteurs de saisir l'évolution historique et l'actualité de l'enseignement supérieur en Côte d'Ivoire. La résultat de nos travaux présentée ici se veulent ainsi une base préparatoire pour les recherches à l'avenir en quête du processus entier de la formation des élites politiques en Côte d'Ivoire.

Le corps principal de ce rapport est composé des comptes rendus sur les sujets sur l'histoire et l'actualité de l'enseignement supérieur en Côte d'Ivoire. Les comptes rendus seront présentés en 8 chapitres, à noter que le système de l'enseignement supérieur à l'ère coloniale (chapitre premier), le système après l'indépendance (chapitre 2), les fondements juridiques et l'administration (chapitre 3), les universités publiques (chapitre 4), les grandes écoles publiques (chapitre 5), les concours et les diplômes (chapitre 6), et la vie des étudiants (chapitre 7), la situation des étudiantes et enseignantes (chapitre 8). À la fin du rapport, nous avons mis comme annexe des suppléments statistiques, quelques textes importants mentionnées dans ce rapport.

Le chef de l'atelier adresse ses remerciements profonds à deux jeunes partenaires de recherches, Lasm et Mademoiselle Adiko, aux collègues et secrétaires accueillants du CIRES, notamment Dr. Jean-Marie MANSO, qui s'est prodigué avec la réalisation de notre projet de recherches, et à sa femme qui a sans cesse encouragé les travaux de rédaction.

Chef de l'atelier
Akira SATO